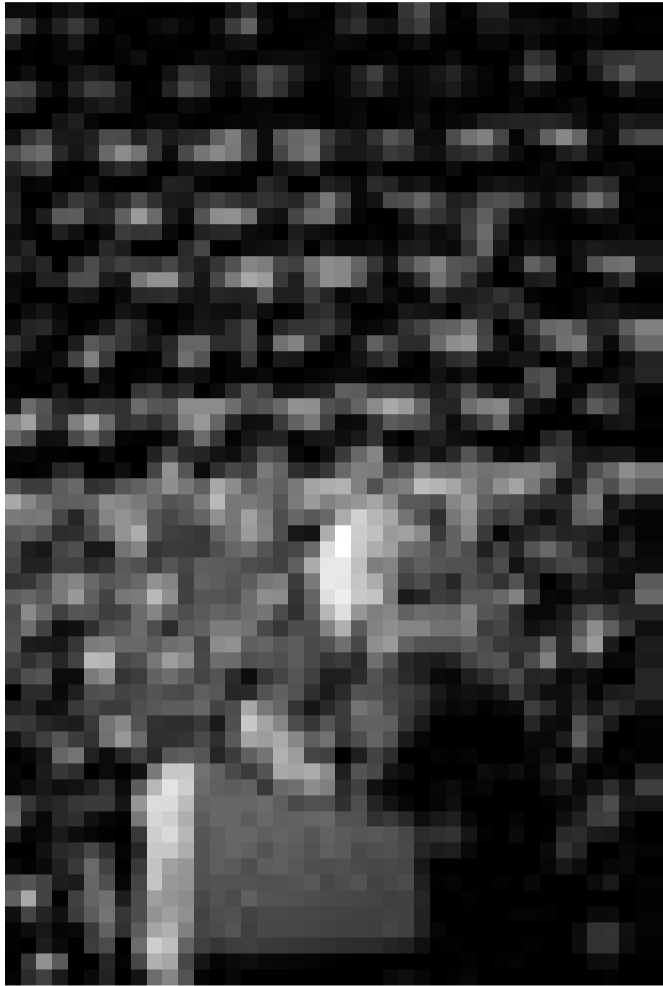


DISCOURS DU PRESIDENT BUSH

"Nous prenons nos responsabilités"



Pour bien combattre ses ennemis, mieux vaut les connaître. Nous documentons les arguments clé du discours du président Bush de mardi, 18 mars, justifiant sa rupture avec l'ONU.

"Mes concitoyens, les événements en Irak sont désormais dans les derniers jours de décision.

Depuis plus de dix ans, les Etats-Unis et d'autres pays ont mené des efforts patients et honorables pour désarmer le régime irakien sans guerre. Ce régime avait promis de révéler et de détruire toutes ses armes de destruction massive comme condition pour mettre fin à la guerre du Golfe en 1991.

(...)

Appell fir de Walk-Out: Schüler op d'Stroos!

Grad an dësem Moment, falen am Irak Bomben op onschëlleg Zivilisten! Trotz engem kloer Nee an der Weltbevölkerung, weisen de Bush a seng feig Ennerstëtzer net déi geringste Reaktioun. Sie schrecke net zréck fir Dausende vu Leit, dorënner Kanner a Jugendlecher an onsem Alter, ze massakréieren, fir hir wirtschaftlech a politesch Interessen duerchezboxen. Déi vun hinnen sou vill geluefte Demokratie ass hinne schäissegal, sie päiffen op international Verträge, demokratesch Majoritéiten an moralesch Grondsätz wann sie d'Recht vum "Staarke" spille loossen.

Eise Message ass ganz kloer: Mir wëllen dëse Krich net a mir loosen eis net kleng kréien!

A mir sin net déi eenzeg. An alle Länner op der Welt, an alle gesellschaftleche Schichten gëtt et Widerstand! Milliounen vu Menschen soe Nee! An dëst dréckt sech aus a ville verschidde Formen: Streik, massiv Protestaktiounen, Blockade, Musek, Artikelen, ... Et geet drëm, weider Drock op déi europäesch Regierungen ze machen, fir de Krich weder finanziell, nach militäresch ze ënnerstetzen an sech op internationalem Plang géint dese Krich ze stellen!

Och hei zu Lëtzebuerg wärten haut vill Schüler op d'Stroos goen. Am ganze Land vu Woltz bis op Esch. Eis Generatioun huet e Recht op Fridden, Gerechtegkeet, lieweg Demokratie. Bush, Blair an Aznar hu sech an de Rang vun den Krichsverbrieder erhewen. Den Hussein kann och mat anere Mëttelen an d'Knéi gezwonge gin.

Kommt alleguerten op de Walk-Out! Treffpunkt: 9.45 am Schoulhaff!

Stelle mir eis dem Imperialismus an de Machtinteressen entgéint!

D'Friddensbewegung brauch all eenzele vun iech well nëmmen zesumme kënnen mer eppes erreechen!

Eng aner Welt ass méiglech!

Jugend fir Fridden a Gerechtegkeet

Mir dokumentéieren den Opruff fir de Walk-Out vun en Donneschdeg moien, 20. März 2003, deem Dausende vu SchülerInnen aus dem ganze Land nokomm sin.

Le danger est clair: en utilisant des armes chimiques, biologiques et, un jour, nucléaires obtenues avec l'aide de l'Irak, les terroristes pourraient accomplir leurs ambitions déclarées et tuer des milliers ou des centaines de milliers de personnes innocentes dans notre pays ou dans tout autre.

Les Etats-Unis et d'autres pays n'ont rien fait pour mériter ou éviter une telle menace, mais nous ferons tout pour la vaincre. Au lieu de dériver vers la tragédie, nous allons fixer un cap en direction de la sécurité.

Avant que ce jour d'horreur ne vienne, avant qu'il ne soit trop tard pour agir, ce danger sera retiré.

Les Etats-Unis d'Amérique ont l'autorité souveraine d'utiliser la force pour assurer leur propre sécurité nationale. Ce devoir me revient en tant que commandant en chef, par le serment que j'ai fait, le serment que j'honorerai.

(...)

En septembre dernier, je suis allé à l'Assemblée générale des Nations Unies et ai demandé aux nations du monde de s'unir et mettre fin à ce danger. Le 8 novembre, le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité la résolution 1441, déclarant que l'Irak violait de manière patente ses obligations et promettant de graves conséquences si l'Irak ne désarmait pas complètement et immédiatement.

Aujourd'hui, aucune nation ne peut affirmer que l'Irak a désarmé. Et il ne désarmera pas tant que Saddam Hussein est au pouvoir.

Pendant les quatre mois et demi qui viennent de s'écouler, les Etats-Unis et nos alliés ont travaillé dans le cadre du Conseil de sécurité pour que soient appliquées les demandes de longue date du Conseil. Mais certains membres permanents du Conseil de sécurité ont annoncé qu'ils opposeraient leur veto à toute résolution forçant au désarmement de l'Irak. Ces gouvernements partagent notre analyse du danger, mais pas notre détermination à y faire face.

De nombreuses nations, cependant, ont la détermination et la force morale pour agir contre cet-

te menace à la paix et une large coalition est en train de se rassembler pour faire appliquer les justes demandes du monde.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a failli à ses responsabilités, et nous allons donc nous saisir des nôtres.

(...)

Nous agissons maintenant car les risques de l'inaction seraient bien plus importants. Dans un an, ou cinq ans, le pouvoir de l'Irak à infliger des dommages à des nations libres serait plusieurs fois multiplié.

Avec ces capacités, Saddam Hussein et ses alliés terroristes pourraient choisir de mener un conflit mortel au moment où ils seraient plus forts. Nous choisissons de faire face à cette menace maintenant, alors qu'elle se présente, avant qu'elle ne puisse apparaître soudainement dans nos ciels et nos villes.

La paix nécessite que toutes les nations libres reconnaissent les réalités nouvelles et indéniables. Au XXe siècle, certains ont choisi d'apaiser des dictateurs meurtriers dont les menaces ont été autorisées à croître jusqu'à se transformer en génocide et en guerre mondiale.

Dans ce siècle, quand des hommes mauvais complotent des attaques chimiques, biologiques et nucléaires, une politique d'apaisement pourrait mener à des destructions comme jamais nous n'en avons connu sur cette terre. Les terroristes et les organisations terroristes ne révèlent pas ces menaces en donnant des avertissements fair-play dans des déclarations formelles.

Et répondre à de tels ennemis seulement après qu'ils aient frappé n'est pas de l'autodéfense. C'est du suicide. La sécurité du monde nécessite le désarmement de Saddam Hussein maintenant.

(...)

Bonsoir, et que Dieu continue à bénir l'Amérique."

LETRE DE DEMISSION (10 MARS 2003)

"Le président a échoué"

Monsieur le secrétaire d'État,

Je rejoins mon collègue John Brady Kiesling en soumettant ma démission du Service des Affaires Étrangères (effective dès à présent) parce que je ne saurais, en bonne conscience, soutenir les projets de guerre du président Bush contre l'Irak.

Le président a échoué à:

- expliquer clairement pourquoi nos valeureux soldats, hommes et femmes, devraient être actuellement prêts à sacrifier leur vie dans une guerre contre l'Irak;
- mettre en évidence toutes les implications de cette guerre, incluant notamment l'ampleur des victimes civiles innocentes;
- indiquer les coûts économiques de cette guerre pour les Américains ordinaires;
- clarifier comment la guerre pourrait débarrasser le monde de la terreur;
- prendre en considération sérieusement l'opinion publique internationale contre la guerre;

Partout à travers le globe, les États-Unis sont en voie d'être associés à l'usage injustifié de la force. La négligence du président envers les opinions des autres nations, confirmée par son mépris de la diplomatie, est en train de donner naissance à un siècle anti-américain.

J'avais rejoint le ministère des Affaires étrangères parce que j'aime notre pays. Avec tout mon respect, Monsieur le secrétaire d'État, je mets un terme à cette vocation, avec le cœur lourd, mais pour les mêmes raisons pour lesquelles j'avais embrassé cette carrière.

Sincèrement,

**John H. Brown,
Officier de service diplomatique**

Cette démission, dès avant l'entrée en guerre, montre qu'à l'intérieur de l'appareil d'Etat même les arguments du président Bush n'ont pas convaincu tout le monde. Source: Réseau Voltaire

GREENPEACE

Landwirtschaft genfrei halten!

In einer Pressemitteilung fordert Greenpeace ein konsequentes "Nein" der Regierung zu aktuellen GMO-Zulassungsanträgen.

Beim Gesundheitsministerium liegen zur Zeit zwei Anträge für die europaweite Zulassung einer Gentech-Maissorte sowie einer Gentech-Rapssorte zur Begutachtung vor. Das in Luxemburg für die Zulassung genmanipulierter Organismen zuständige Gesundheitsministerium will im Rahmen des Genehmigungsverfahrens jedoch keine Stellung zu den Anträgen beziehen. Diese Haltung steht im Widerspruch zur bisherigen Regierungspolitik in Punkto Gentechnik. Angesichts der Risiken genmanipulierter Organismen und der immer noch unzureichenden europäischen Rechtslage fordert Greenpeace die Regierung auf, umgehend Einspruch gegen die aktuellen Zulassungsanträge bei der EU-Kommission einzulegen.

Sollte keiner der Mitgliedsstaaten innerhalb einer Frist von 60 Tagen Einspruch gegen die Anträge erheben, so kann die Genehmigung der GMO ohne weitere Einbindung der Mitgliedstaaten erteilt werden.

"Luxemburg hat bislang eine verantwortungsvolle Politik in Sachen Gentechnik vertreten und sich nicht hinter den üblichen 'Luxemburg-ist-zu-klein'-Argumenten versteckt", sagt Martina Holbach von Greenpeace Luxemburg. "Die Genehmigungsanträge sind ein akuter Versuch von EU-Kommission und Gentech-Konzernen, das Zulassungsmoratorium für genmanipulierte Pflanzen zu brechen. Staaten wie Luxemburg, die seit 1999 für strengere Gesetze im Bereich der Gentechnik kämpfen, müssen jetzt konsequent handeln und Einspruch gegen die Anträge einlegen. Sollte Minister Wagner diese Chance verschlafen, ist er mit dafür verantwortlich, wenn in Kürze die ersten genmanipulierten Pflanzen vor unserer Haustür wachsen."

Europa steht vor einer Welle von Neuzulassungen für genmanipulierte Organismen. Nachdem im Oktober 2002 die überarbeitete EU-Freisetzungsdirektive in Kraft getreten ist, hat die EU-Kommission seit Mitte Dezember 19 Anträge für genmanipulierte Pflanzensorten veröffentlicht, davon sechs auf Mais, fünf auf Raps, je zwei auf Zuckerrüben und Baumwolle sowie je ein Antrag auf Kartoffeln, Soja und Futterrüben. 14 dieser Pflanzen sollen zum Anbau, der Rest ausschließlich für Import und Verarbeitung genehmigt werden. Zwei der 19 Anträge liegen dem luxemburgischen Gesundheitsministerium bereits zur Stellungnahme vor. Es handelt sich dabei um einen herbizidtoleranten Gentech-Raps sowie um einen herbizidtoleranten Gentech-Mais der Firma Monsanto.

"Neben den Risiken dieser GMO für Umwelt und Gesundheit gibt es eine Vielzahl politischer Gründe, die einen Einspruch rechtfertigen", erklärt Holbach. "Solange es in Europa keine umfassenden Regeln für die Kennzeichnung, Rückverfolgbarkeit und Haftung für GMO gibt, solange völlig ungeklärt ist, ob Gentech-Landwirtschaft, konventionelle Landwirtschaft und Biolandwirtschaft überhaupt "koexistieren" können, solange dürfen auch keine Genehmigungen für GMO erteilt werden."

Als einer der ersten EU-Staaten hatte Luxemburg 1997 den Gentech-Mais von Novartis verboten; seit 1999 verteidigen der luxemburgische Umwelt- sowie der Landwirtschaftsminister auf Europaebene den EU-weiten Zulassungsstopp für genmanipulierte Organismen.